

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 22 MARS 2007

Soir

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 22 MAART 2007

Avond

La séance est ouverte à 18 h 25 sous la présidence de M. Jean-Marc Delizée.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: Mme Gisela Mandaila Malamba et M. Marc Verwilghen

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Melchior Wathelet, Nancy Caslo, Johan Vande Lanotte, Camille Dieu et Olivier Maingain

Raisons de santé : Mohammed Boukourna

Raisons familiales : Yvon Harmegnies, Marie Nagy et Bart Tommelein

Mariage : Véronique Salvi

En mission : Jean-Pol Henry

À l'étranger : Annelies Storms

Gouvernement fédéral

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger (Moyen-Orient)

Projets et propositions

01 Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des systèmes d'armement à l'uranium appauvri (2199/1-5)

- Proposition de loi modifiant les articles 3, 4 et 22 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des armes à uranium 238 appauvri (107/1-2)

- Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne les sous-munitions et les munitions contenant de l'uranium appauvri (2053/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces trois propositions de loi. (Assentiment)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

01.01 **Ingrid Meeus**, rapporteur : Nous avons organisé, en commission, plusieurs auditions avec des médecins, des représentants de l'OTAN, des Affaires étrangères et des ONG. Ces auditions ont débouché sur plusieurs amendements. Un premier amendement et un sous-amendement définissent clairement ce qu'il y a lieu d'entendre par « systèmes d'armement à l'uranium appauvri ». Un autre amendement prévoit que la loi n'entrera en vigueur que deux ans après sa publication au *Moniteur belge*.

Pour le reste, je me réfère à mon rapport écrit.

01.02 Brigitte Wiaux (cdH) : Les Etats sont tenus de s'opposer au développement des armes nouvelles qui transgressent les règles du droit international humanitaire, telles que celles qui frappent sans discrimination ou qui provoquent des dommages étendus, durables et graves pour l'environnement naturel.

Les armes à uranium appauvri faisant partie de cette catégorie, le cdH avait introduit, dès 2005, une proposition de loi à ce sujet.

La densité et les propriétés inflammables de l'uranium ont favorisé son utilisation dans l'armement. Selon l'OMS, l'uranium appauvri émet 60% du rayonnement de l'uranium naturel et l'exposition à l'uranium appauvri a des effets potentiellement chimiotoxiques et radiotoxiques. Après le conflit, la dispersion dans l'environnement est telle - contamination de l'eau et des aliments - qu'elle justifie, selon l'OMS, une dépollution et même le bouclage de certaines régions.

L'utilisation des armes à uranium appauvri est dénoncée depuis la guerre du Kosovo en 1999.

Par ailleurs, le Parlement européen a, à deux reprises, affirmé la nécessité d'instaurer des moratoires dans l'attente d'une interdiction totale.

L'adoption d'un moratoire est exigée par l'application du principe de précaution en vertu duquel il n'est pas nécessaire d'attendre des certitudes scientifiques pour prévenir des risques menaçant l'environnement.

Pour le cdH, il convient de garder à l'esprit l'importance du développement du droit international humanitaire.

Dans ce domaine, la Belgique entend jouer un rôle pionnier. C'est pourquoi nous voterons ce texte, tout en regrettant la disposition postposant de deux ans son entrée en vigueur.

01.03 Zoé Genot (ECOLO) : C'est ma collègue Martine Dardenne, députée sous la précédente législature, qui a initié ce combat visant à interdire les armes à uranium appauvri.

Il est clair que ces armes causent de nombreux dommages. Elles ont été utilisées massivement. Dans les régions où elles ont été utilisées, on a pu constater de nombreux effets néfastes sur la santé. Même après la guerre, les conséquences liées à leur usage subsistent. On ne peut circonscrire leurs effets. Il était donc important de mener une action spécifique contre l'usage de ces armes.

Par conséquent, nous sommes heureux d'avoir pu proposer une législation qui interdit la production, l'usage et la commercialisation d'armes à uranium appauvri.

La Belgique est pionnière en ce domaine. J'espère que c'est avec vigueur que nous porterons ce texte.

01.04 Talbia Belhouari (PS) : L'uranium appauvri aurait été utilisé pour la première fois lors de la première guerre du Golfe en 1991. Mais, c'est au lendemain des guerres en ex-Yougoslavie, à partir de 1999, que le débat a été porté sur la place publique.

Aujourd'hui encore, on tarde à mettre fin à cette polémique.

Il est vrai que les conséquences politiques, économiques et juridiques qu'entraîne la reconnaissance des effets sanitaires et environnementaux négatifs de l'uranium appauvri seraient considérables.

De nombreux éléments incitent à penser que ces effets négatifs existent cependant bel et bien.

Notre groupe prône l'interdiction totale de l'uranium appauvri. Le principe de précaution doit s'appliquer jusqu'à ce que la lumière soit faite.

Au cours des débats parlementaires, l'interdiction de l'utilisation de l'uranium appauvri s'est heurtée à deux impératifs essentiels.

D'abord, il est nécessaire de maintenir "l'interopérationalité" de nos forces armées.

Ensuite, étant donné le manque de consensus sur les effets de l'uranium appauvri, il convient de ne pas déforcer la Belgique sur la scène internationale par une décision prématurée.

C'est pourquoi nous nous sommes joints à la signature de deux amendements spécifiques conciliant ces impératifs avec nos préoccupations.

Cette proposition de loi amendée constitue un bon texte, poursuivant de nobles objectifs, mais sans négliger la réalité du terrain. C'est donc avec conviction que je vous appelle à la soutenir.

01.05 Stef Goris (VLD) : Je remercie M. Van der Maelen d'avoir fait montre d'une telle opiniâtreté. Après l'interdiction des mines antipersonnel, domaine où la Belgique a joué un rôle de pionnier et où elle est suivie maintenant par le monde entier, et l'interdiction des sous-munitions, est décrétée aujourd'hui une interdiction

des armes à l'uranium appauvri.

Lors des auditions, il est apparu que la science est partagée en ce qui concerne les effets de l'uranium appauvri sur l'être humain et l'environnement. Si certains scientifiques estiment que l'uranium appauvri est très dangereux, d'autres pensent qu'il présente un faible degré de dangerosité et d'autres encore considèrent qu'il est absolument sans danger. Le VLD est favorable en la matière à l'application du principe de précaution car il estime qu'avec ce type de munitions, la prudence est de mise. Nous avons donc apporté notre soutien à l'élaboration de la présente proposition de loi.

Nous avons néanmoins en concertation rédigé quelques amendements comportant essentiellement des spécifications importantes. C'est ainsi que nous avons spécifié qu'il s'agit de munitions inertes et de blindages car nous ne voulions pas qu'à l'occasion de l'examen de cette loi s'ouvre un débat sur la présence éventuelle d'armes atomiques dans notre pays. C'est là un débat dont nous ne pourrions faire l'économie mais qui n'a pas sa place dans ce contexte-ci.

Par ailleurs, il n'existe de ce fait aucune contradiction avec nos engagements militaires actuels au sein de l'OTAN et de l'Union européenne. La participation de nos troupes à des actions et à des exercices militaires dans le cadre desquels nos partenaires veulent utiliser ce type de munitions reste garantie.

Cette loi n'entrera en vigueur que deux ans après sa publication. Nous devons en effet nous garder de toute naïveté. La Belgique est actuellement membre du Conseil de sécurité des Nations Unies et en cette qualité, elle a une importante responsabilité diplomatique. Nous ne devons pas alourdir la charge supportée par nos diplomates. Nous continuons à encourager très activement d'autres pays à nous suivre en ce qui concerne l'interdiction des armes à sous-munitions et des mines anti-personnel.

Nous procéderons d'ailleurs à une évaluation à la fin de la période de deux ans pour vérifier dans quelle mesure ce signal a été relayé par d'autres pays.

Étant donné que la Belgique ne possède pas et ne produit pas ce type d'armes, elle donne bien entendu un signal important à l'échelle internationale. Nous espérons que nous pourrions ainsi lancer le débat pour obtenir une interdiction complète à l'échelle internationale également. Le VLD soutiendra ce projet avec beaucoup de conviction. (*Applaudissements*)

01.06 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : La Belgique confirmera tout à l'heure son rôle de pionnier dans la lutte contre les armes inhumaines, qui font davantage de victimes civiles que militaires.

L'interdiction des mines anti-personnel a été instaurée à la fin des années '80. Il a fallu attendre le début des années '90 avant qu'une interdiction de stockage de ces armes ne soit décidée. L'interdiction internationale n'a été instaurée qu'en 1997 par le Traité d'Ottawa. Il a donc fallu huit ans pour que la loi belge soit transposée en une interdiction à l'échelle internationale.

L'an passé, nous avons décidé d'interdire les armes à sous-munitions. À peine quelques mois plus tard, un large mouvement international a commencé à militer pour une interdiction à l'échelle internationale.

Étant donné que nous ne possédons pas d'armes à uranium appauvri, nous jouons bien évidemment le rôle de pionniers. Ces armes ont des effets très nuisibles et je suis dès lors convaincu que nous aurons bientôt des alliés. Par ailleurs, nous avons déjà demandé au ministre des Affaires étrangères s'il souhaitait jouer un rôle en la matière.

Je suis intimement convaincu que d'ici à deux ans, une interdiction internationale des armes à sous-munitions sera instaurée et j'espère que nous nous orienterons alors vers un traité en vertu duquel les instances européennes instaureront l'interdiction des armes à uranium appauvri.

Je tiens à remercier chacun pour sa collaboration à cette proposition, tant les membres de la commission que les personnes extérieures au Parlement qui nous ont fourni des informations. (*Applaudissements*)

Le président : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2199/5)

L'intitulé a été modifié par la commission en "proposition de loi complétant la loi sur les armes, en ce qui concerne l'interdiction des systèmes d'armement à l'uranium appauvri".

La proposition de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

02 **Projet de loi portant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2006 – Section 16 "Défense nationale" (2918/1-2)**

Conformément à l'article 116 du Règlement, le projet de loi fait l'objet d'une discussion générale limitée.

Discussion générale limitée

Le **président** : La discussion générale limitée est ouverte.

02.01 **Ingrid Meeus**, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

La discussion générale limitée est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2918/1)

Le projet de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6, ainsi que le tableau annexé, sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

03 **Projet de loi relatif aux aspects civils de la protection des droits de propriété intellectuelle (2943/1-3)**
- Projet de loi relatif aux aspects de droit judiciaire de la protection des droits de propriété intellectuelle (2944/1-3)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux projets de loi. (Assentiment)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : M. Guy Hove, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2943. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2943/3)

Le projet de loi compte 19 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 19 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2944. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2944/3)

Le projet de loi compte 34 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 34 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

04 Proposition de loi relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles (799/1-7)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Mme Valérie De Bue, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

04.01 Daniel Bacquelaine (MR) : Le nombre d'experts automobile est actuellement évalué à environ 600 personnes. Le total des indemnités qui sont versées en termes d'assurance responsabilité civile représente, avec les dommages corporels, 1,5 milliards d'euros par an. Chaque année, 600.000 consommateurs sont concernés par une expertise automobile. L'aide apportée par les experts automobile n'est donc pas négligeable.

Nous avons voulu remédier à deux écueils. D'une part, il y avait l'obligation de détenir une licence de détective privé. Ce texte permettra aux experts automobiles de ne plus être tenus d'accomplir cette formalité. D'autre part, il était indispensable de garantir l'indépendance de l'expert automobile pour aboutir à un juste équilibre des intérêts des assureurs et des consommateurs.

Dans certains pays européens proches, la profession d'expert est déjà réglementée. Il fallait donc remédier au risque d'une distorsion de la concurrence puisque les experts reconnus dans d'autres pays peuvent venir travailler et s'installer en Belgique alors que les experts belges ne bénéficient pas encore de cette reconnaissance.

L'adoption du projet de loi-cadre sur le port du titre professionnel d'une profession intellectuelle prestataire de services n'a pas réglé le problème, ce projet ne permettant pas la création d'un Institut des experts en automobiles. Or, cet institut est une des demandes majeures du secteur. Il aura des tâches très variées et remplira des missions fondamentales qui constituent une garantie d'intégrité à l'égard du consommateur.

Des craintes ont été exprimées en commission en ce qui concerne le financement de cet institut. Elles n'ont pas lieu d'être puisque le montant de la cotisation pour l'institut sera inférieur à la somme de la cotisation à l'union professionnelle et du montant de la licence de détective privé.

Par ailleurs, la mise en place d'un statut à part entière constituera un incitant pour les personnes qui hésiteraient à se lancer dans la profession avec le statut d'indépendant.

La proposition devrait donc permettre d'augmenter le nombre d'indépendants dans le secteur, ce qui est bon pour l'économie.

Le MR a voulu favoriser l'éclosion de cette proposition pour donner un statut à cette profession, en garantir l'indépendance, et pour que les consommateurs trouvent un bénéfice dans la création de cet institut d'experts automobiles et dans la reconnaissance de cette profession.

04.02 Annick Saudoyer (PS) : Notre pays ne compte que 600 experts en automobiles mais quelque 600.000 personnes sont confrontées chaque année à une expertise. Pour mon groupe, le consommateur doit pouvoir compter sur un expert automobile suffisamment formé, intègre et qui respecte les règles déontologiques. Une réglementation de la profession était nécessaire pour écarter du marché les experts autoproclamés.

Par ailleurs, l'Institut des experts constituera l'instance idoine pour inciter ses membres à mettre à jour leurs connaissances techniques. Cette proposition apportera également des garanties en matière d'information du consommateur et de professionnalisme de l'expert pour le justiciable.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (799/7)

La proposition de loi compte 38 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 38 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

05 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 12 juin 2006 (2979/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2979/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

06 **Projet de loi portant assentiment au Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg le 15 mai 2003 (2980/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

06.01 Zoé Genot (ECOLO) : Dans le cadre de la nécessaire lutte contre le terrorisme, certains droits fondamentaux sont parfois menacés. Le protocole proposé apporte certaines améliorations au texte initial mais, comme il ressort du rapport du Comité T, la définition du terrorisme demeure trop large.

J'ajouterai que la récente tentative de livrer Bahar Kimyongür à la Turquie, pays qui pratique la torture, montre qu'à l'heure actuelle, nous ne respectons pas ce texte.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2980/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

07 **Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants : 1° Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 25 juin 2005; 2° Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006; 3° Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité CE, fait à Bruxelles le 17 juillet 2006 (2981/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2981/1)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

08 **Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants : 1° le Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle; 2° le Règlement général de l'Union postale universelle; 3° la Convention postale universelle et le Protocole final, et 4° l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, faits à Bucarest le 5 octobre 2004 (2982/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2982/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

09 **Projet de loi portant modification des dispositions en matière de déduction pour investissement (2936/1)**

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2936/1)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

10 Demande d'urgence du gouvernement

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant abrogation de l'article 8 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, et modifiant l'article 121 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (n° 2964/1).

Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

L'urgence est adoptée par assentiment.

11 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de loi de Mme Nathalie Muylle et MM. Luc Goutry et Mark Verhaegen fixant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et les conditions de commercialisation des animaux (n° 3006/1). Elle est renvoyée à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société;

- la proposition de loi de MM. Koen T'Sijen, Daniel Bacquelaine, Stijn Bex, Philippe De Coene, Thierry Giet, Geert Lambert et Walter Muls, Mme Annemie Roppe et M. Dirk Van der Maelen interdisant les organisations racistes, négationnistes et néonazis (n° 3014/1). Elle est renvoyée à la commission de la Justice.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Demande d'urgence

11.01 **Koen T'Sijen** (sp.a-spirit) : Je demande l'urgence pour la proposition de loi n° 3014/1 qui vient d'être prise en considération.

Le **président** : S'il n'y a pas d'objection, je considère l'urgence comme étant accordée. (*Assentiment*)

11.02 **François-Xavier de Donnea** (MR) : Je demande le renvoi en commission de la proposition de loi n°2244 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer un régime fiscal spécifique pour les revenus des sportifs et des artistes professionnels. Deux amendements viennent en effet d'être signés par les auteurs.

Le **président** : Nous en prenons acte et, puisqu'il n'y a pas d'objection, nous renvoyons cette proposition en commission des Finances et du Budget.

Votes nominatifs

12 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Koen Bultinck sur "l'organisation éventuelle de distributions gratuites d'héroïne à titre expérimental" (n° 1026)

Le **président** : Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 13 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1026/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par M. Koen Bultinck;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Colette Burgeon et Hilde Dierickx.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

12.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Ces dernières semaines, nous avons interrogé le premier ministre ainsi que M. Demotte et Mme Onkelinx à propos de la distribution gratuite d'héroïne à Liège. J'ai l'impression que le Parlement n'a pas été informé correctement à ce sujet. Le 14 mars dernier, le premier ministre a affirmé que le *International Narcotics Control Board* devait marquer son accord sur l'expérience liégeoise. La veille, M. Demotte avait pourtant affirmé que cette autorisation n'est pas nécessaire. Je demande plus particulièrement aux députés libéraux, qui ont tout de même formulé un certain nombre d'observations critiques à propos de ces expériences, de se prononcer très clairement aujourd'hui.

(Stemming/vote 1)		
Ja	78	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	117	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

12.02 David Lavaux (cdH) : Pour ce vote et les suivants, j'ai pairé avec Mme Lalieux.

12.03 Brigitte Wiaux (cdH) : J'ai pairé avec Mme Dieu.

12.04 Joseph Arens (cdH) : J'ai pairé avec M. Fournaux.

12.05 Liesbeth Van der Auwera (CD&V) : J'ai pairé avec Mme Hilde Vautmans.

12.06 Pieter De Crem (CD&V) : J'ai pairé avec le président Herman De Croo.

12.07 Jacques Germeaux (VLD) : Lorsque j'ai interrogé le ministre Demotte à l'issue de visites de travail à Genk, Liège et Biel en Suisse, il m'a fourni une réponse qui ne me satisfait pas vraiment. Je me suis abstenu car les objectifs du projet liégeois ne correspondent pas à mes convictions. (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

13 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Luc Sevenhans sur "le déséquilibre linguistique au sein de l'INIG" (n° 1037)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 13 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1037/1):

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Luc Sevenhans et Staf Neel;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Talbia Belhouari et Ingrid Meeus et MM. David Geerts, Jean-Pol Henry et Philippe Monfils.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

(Stemming/vote 2)		
Ja	79	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

14 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Hendrik Bogaert sur "le contrôle budgétaire 2007" (n° 1055)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 13 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1055/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Hendrik Bogaert;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Jacques Chabot, Luc Gustin et Dirk Van der Maelen.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

(Stemming/vote 3)		
Ja	78	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	116	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

14.01 Le président : J'ai voté oui.

15 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Carl Devlies sur "la régularisation d'avoirs provenant de paradis fiscaux" (n° 1021)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 13 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1021/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Luc Gustin, Jacques Chabot et Bart Tommelein.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Le **président** : J'ai voté oui.

(Stemming/vote 4)		
Ja	77	Oui
Nee	32	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	114	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

16 Motions déposées en conclusion des interpellations de :

- **M. Hagen Goyvaerts** sur "l'intention du gouvernement de ne pas appliquer la cotisation d'emballage" (n° 1030)
- **M. Carl Devlies** sur "le remplacement éventuel de la future cotisation d'emballage par une TVA écologique" (n° 1031)

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 13 mars 2007.

Trois motions ont été déposées (MOT n° 1030/1) :

- une première motion de recommandation a été déposée par M. Hagen Goyvaerts;
- une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Luc Gustin, Jacques Chabot et Bart Tommelein.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

16.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Dans sa déclaration gouvernementale d'octobre 2006, le premier ministre a déclaré qu'en matière de changements climatiques, il ne se contenterait pas de paroles et agirait aussi. Nous savons depuis le médiatique Conseil des ministres du week-end dernier que la taxe d'emballage CO₂ est abandonnée. Elle aurait dû rapporter 320 millions d'euros mais après le feuillet des écotaxes, on a préféré éviter une nouvelle suspension par la Cour d'arbitrage. Cette taxe est à présent remplacée par une taxe sur les sacs en plastique, sur les films alimentaires et en aluminium, ainsi que sur les couverts jetables. En agissant de la sorte, le gouvernement veut donner l'impression qu'il se préoccupe vraiment du réchauffement de la planète, alors qu'il s'agit simplement d'une nouvelle hausse de la fiscalité. Il reste à voir si cette « taxe pique-nique » réduira vraiment les émissions de CO₂ mais le citoyen lambda devra en tout cas y aller de sa poche, une fois de plus. *(applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

(Stemming/vote 5)		
Ja	78	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	116	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, les motions de recommandation sont caduques.

16.02 Le président : J'ai voté oui.

17 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Hagen Goyvaerts sur "les déclarations du directeur du personnel du SPF Finances concernant la modernisation du département" (n° 1045)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 13 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1045/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Hagen Goyvaerts;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Luc Gustin et Luk Van Biesen.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	79	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

18 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Trees Pieters sur "l'exécution du plan horeca inscrit dans l'accord de gouvernement" (n° 1056)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 13 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1056/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Trees Pieters;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Karine Lalieux et Anne-Marie Baeke et par MM. Guy Hove, Koen T'Sijen et Philippe Collard.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

18.01 Trees Pieters (CD&V) : Les deux gouvernements Verhofstadt avaient promis une véritable politique horeca. Il s'agit en effet d'un secteur en difficulté et des mesures sont donc nécessaires. Verhofstadt II a même conclu une convention à ce sujet avec le secteur. Lors de ma récente interpellation au ministre Verwilghen sur les réalisations accomplies, sa réponse a été particulièrement laconique. Un accord de coopération serait conclu prochainement entre le secteur et le gouvernement au sujet du chapitre fiscal. Peut-on encore escompter une avancée dans ce dossier avant la fin de cette législature ?

De même, on ne cesse de seriner au secteur que la déduction des frais de restaurant serait à nouveau portée à 75 % s'il aboutit à un accord. Cet accord existe mais il reste sur la table du gouvernement.

Les mesures prises concernant la déclaration Dimona, le travail des étudiants, les coûts salariaux et la flexibilité sont insuffisantes et on est toujours loin d'un accord social global et d'une déductibilité accrue des frais de restaurant. Il n'existe pas d'accord global sur le chapitre social.

On n'est pas parvenu à imposer le taux de TVA de 6 % à l'échelle européenne. Les engagements pris vis-à-vis du secteur, pour lesquels un montant de 495 millions d'euros avait été dégagé, n'ont pas été respectés.

Dans ma motion de recommandation, j'ai demandé au gouvernement de se pencher sur la politique horeca. J'avais espéré qu'un résultat aurait été obtenu à Louvain. Il nous reste très peu de temps pour prendre des mesures substantielles en faveur de ce secteur en difficulté. *(Applaudissements sur les bancs de l'opposition)*

18.02 David Geerts (sp.a-spirit) : Si Mme Pieters avait parlé moins longtemps, nous aurions eu le temps d'aller prendre un verre pour soutenir le secteur horeca.

18.03 Trees Pieters (CD&V) : Si je ne me trompe, M. Geerts a défendu au cours des quatre dernières années les même exigences que moi pour le secteur horeca.

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	115	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

19 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Francis Van den Eynde sur "la propagande gouvernementale en cette période préélectorale" (n° 1028)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1028/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Francis Van den Eynde et Koen Bultinck;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Jacqueline Galant et par MM. Éric Libert et Willy Cortois.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	34	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

20 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Servais Verherstraeten sur "l'exécution de l'accord de gouvernement en ce qui concerne le "renforcement de l'État fédéral" (n° 1058)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1058/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par M. Servais Verherstraeten;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Jacqueline Galant et par MM. Éric Libert, Willy Cortois, David Geerts et Jean-Claude Maene.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	34	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

21 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Servais Verherstraeten sur "le bilinguisme fonctionnel des agents" (n° 1032)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1032/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et par MM. Dirk Claes et Servais Verherstraeten;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Jean-Claude Maene.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 9)

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

22 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Servais Verherstraeten sur "l'annulation de plusieurs nominations à des postes élevés dans la fonction publique" (n° 1043)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1043/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et MM. Dirk Claes et Servais Verherstraeten;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Jean-Claude Maene.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

23 Motions déposées en conclusion des interpellations de :

- **M. Filip De Man sur "la diffusion de fausses statistiques en matière de criminalité" (n° 1042)**
- **M. Dirk Claes sur "les statistiques en matière de criminalité" (n° 1044)**

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007.

Trois motions ont été déposées (MOT n° 1042/1) :

- une première motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et M. Dirk Claes;
- une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Filip De Man;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Georges Lenssen et Jean-Claude Maene.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 9)

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, les motions de recommandation sont caduques.

24 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Katrien Schryvers sur "l'exécution de l'accord de gouvernement" (n° 1057)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1057/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et M. Dirk Claes;

- une motion pure et simple a été déposée par MM. Georges Lenssen et Jean-Claude Maene.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 9)

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

25 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Jef Van den Bergh sur "le contrôle de la circulation sur les autoroutes" (n° 1059)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 14 mars 2007

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1059/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mmes Katrien Schryvers et Nahima Lanjri et MM. Jef Van den Bergh et Dirk Claes;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Georges Lenssen et Jean-Claude Maene.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 9)

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

26 Motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Roel Deseyn sur "l'exécution du "chantier" "l'autoroute de l'information : le haut débit pour tous" (n° 1049)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 14 mars 2007.

Une motion de recommandation (MOT n° 1049/1) a été déposée par M. Roel Deseyn.

26.01 Roel Deseyn (CD&V) : La Belgique a perdu beaucoup de terrain dans le domaine de la possession d'ordinateurs, de l'utilisation de l'internet et de l'internet à large bande. Plusieurs partis cherchent à changer cet état de choses. Je demande uniquement dans ma motion que les ministres appliquent les mesures auxquelles ils ont accordé la priorité dans leurs propres projets et notes de politique générale. La majorité ferait preuve de schizophrénie en rejetant cette motion.

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	35	Oui
Nee	78	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	117	Total

Par conséquent, la motion de recommandation est rejetée.

27 Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (2845/4)

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	82	Oui
Nee	17	Non
Onthoudingen	17	Abstentions
Totaal	116	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

28 **Projet de loi modifiant les articles 39/20, 39/79 et 39/81 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (2845/5)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 11*)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

29 **Proposition de résolution relative aux besoins des patients atteints de la maladie d'Alzheimer ou de démence en général (1388/6)**

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	117	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	117	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

30 **Proposition de loi complétant la loi sur les armes, en ce qui concerne l'interdiction des systèmes d'armement à l'uranium appauvri (2199/5)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 12*)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

31 **Projet de loi portant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2006 - Section 16 "Défense nationale" (2918/1)**

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	8	Abstentions
Totaal	117	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

31.01 **Le président** : J'ai voté oui.

32 **Projet de loi relatif aux aspects civils de la protection des droits de propriété intellectuelle (2943/3)**

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	116	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	116	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

33 **Projet de loi relatif aux aspects de droit judiciaire de la protection des droits de propriété intellectuelle (2944/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 14*)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

34 **Proposition de loi relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles (799/7)**

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	15	Abstentions
Totaal	116	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

35 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 12 juin 2006 (2979/1)**

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	114	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	114	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

35.01 **Greet van Gool** (sp.a-spirit) : J'ai voté oui.

36 **Projet de loi portant assentiment au Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg le 15 mai 2003 (2980/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 16*)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

37 **Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants : 1° Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, et Acte final, faits à Luxembourg le 25 juin 2005; 2° Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006; 3° Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité CE, fait à Bruxelles le 17 juillet 2006 (2981/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 16)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

38 **Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants : 1° le Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle; 2° le Règlement général de l'Union postale universelle; 3° la Convention postale universelle et le Protocole final, et 4° l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, faits à Bucarest le 5 octobre 2004 (2982/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 16)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

38.01 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO) : Nous voulions voter autrement pour le projet de loi n° 2980 portant assentiment à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg le 15 mai 2003.

Le **président**: Nous allons revoter sur ce projet de loi.

39 **Projet de loi portant assentiment au Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg le 15 mai 2003 (2980/1)**

Transmis par le Sénat

(Stemming/vote 17)			
Ja	109		Oui
Nee	3		Non
Onthoudingen	1	Abstentions	
Totaal	113		Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

39.01 **Daniel Bacquelaine** (MR) : J'ai voté oui.

39.02 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang) : Je suppose que le président veut se montrer prévenant vis-à-vis d'Ecolo mais le vote est clôturé. Ecolo se rend compte de son retard bien tardivement.

40 **Projet de loi portant modification des dispositions en matière de déduction pour investissement (2936/1)**

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	112	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	113	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

41 **Adoption de l'agenda**

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 20 h 02. Prochaine séance le jeudi 29 mars 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 18.25 uur en voorgezeten door de heer Jean-Marc Delizée.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: mevrouw Gisela Mandaila Malamba en de heer Marc Verwilghen

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Melchior Wathelet, Nancy Caslo, Johan Vande Lanotte, Camille Dieu en Olivier Maingain

Gezondheidsredenen: Mohammed Boukourna

Familieaangelegenheden: Yvon Harmegnies, Marie Nagy en Bart Tommelein

Huwelijk: Véronique Salvi

Met zending: Jean-Pol Henry

Buitenslands: Annelies Storms

Federale regering

Karel de Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands (Midden-Oosten)

Ontwerpen en voorstellen

01 **Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, wat betreft het verbod op wapensystemen met verarmd uranium (2199/1-5)**

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikelen 3, 4 en 22 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, wat het verbod betreft op wapens met verarmd uranium 238 (107/1-2)

- Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, wat cluster munitie en munitie met verarmd uranium betreft (2053/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze drie wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

01.01 Ingrid Meeus, rapporteur: In de commissie hebben we verschillende hoorzittingen gehouden met medici, vertegenwoordigers van de NAVO, Buitenlandse Zaken en ngo's. Dat resulteerde in een aantal amendementen. Een eerste amendement en een subamendement definiëren duidelijk wat met wapensystemen met verarmd uranium wordt bedoeld. Een ander amendement stipuleert dat de wet pas twee jaar na publicatie in het *Staatsblad* van kracht wordt.

Voor de rest verwijs ik naar mijn schriftelijk verslag.

01.02 Brigitte Wiaux (cdH): De staten zijn verplicht zich te verzetten tegen de ontwikkeling van nieuwe wapens die tegen de regels van het internationaal humanitair recht indruisen, zoals wapens die een niet-onderscheidende werking hebben of die grote, langdurige en ernstige schade toebrengen aan de natuurlijke omgeving.

Vermits wapens met verarmd uranium tot die categorie behoren, heeft het cdH al in 2005 een wetsvoorstel ter zake ingediend.

Door zijn dichtheid en ontvlambaarheid wordt uranium veelvuldig gebruikt als oorlogstuig. Volgens de WGO geeft verarmd uranium zestig procent van de straling van natuurlijk uranium af en kan de blootstelling eraan chemo- en radiotoxische gevolgen sorteren. Na een conflict is de verspreiding in het milieu van dien aard – besmetting van water en voedingsstoffen – dat sommige inslagzones volgens de WGO moeten worden gereinigd en zelfs afgegrensd.

Het gebruik van wapens met verarmd uranium wordt aan de kaak gesteld sinds de oorlog in Kosovo in 1999. Bovendien heeft het Europees Parlement tot twee keer toe bevestigd dat in afwachting van een totaalverbod moratoria moeten worden ingesteld.

De toepassing van het voorzorgsbeginsel maakt de goedkeuring van een moratorium noodzakelijk. Volgens dat beginsel moet men immers niet wachten tot men wetenschappelijke zekerheid heeft om risico's voor het milieu te voorkomen.

Voor het cdH is de ontwikkeling van het internationaal humanitair recht een prioriteit.

Op dat vlak wil België een voortrekkersrol spelen. Daarom zullen we deze tekst goedkeuren, al betreuren we dat werd vastgelegd dat hij pas binnen twee jaar van kracht wordt.

01.03 Zoé Genot (ECOLO): Het is mijn collega Martine Dardenne, die volksvertegenwoordiger was tijdens de vorige zittingsperiode, die de strijd met het oog op het instellen van een verbod op wapens met verarmd uranium heeft aangebonden.

Men kan er niet omheen dat die wapens heel veel schade veroorzaken. Zij werden massaal gebruikt. In gebieden waar dat het geval was, heeft men kunnen vaststellen welke vele kwalijke gevolgen zij voor de gezondheid hebben. Zelfs na de oorlog blijven de gevolgen van het gebruik ervan aanhouden. Men kan die gevolgen niet indammen. Het was dan ook belangrijk om specifiek actie te ondernemen tegen het gebruik van die wapens.

Wij zijn dan ook blij dat we een wetsvoorstel hebben kunnen indienen waarbij de vervaardiging en het gebruik van en de handel in wapens met verarmd uranium verboden worden.

België speelt op dat gebied een voortrekkersrol. Ik hoop dat we deze tekst met een ruime meerderheid zullen goedkeuren.

01.04 Talbia Belhouari (PS): Verarmd uranium zou voor het eerst gebruikt zijn tijdens de eerste Golfoorlog in 1991. Het debat werd echter pas na de oorlogen in ex-Joegoslavië, vanaf 1999, publiekelijk gevoerd. En de polemiek duurt zelfs voort tot op vandaag.

De erkenning van de kwalijke gevolgen van verarmd uranium voor de gezondheid en voor het milieu zou inderdaad verstrekken implicaties hebben op politiek, economisch en juridisch vlak.

Toch is er heel wat reden om te geloven dat er wel degelijk kwalijke gevolgen zijn.

Onze fractie is voor een volledig verbod op verarmd uranium. We moeten het voorzorgsprincipe toepassen,

in afwachting dat er duidelijkheid komt.

Tijdens de parlementaire debatten stuitte het verbod op het gebruik van verarmd uranium op twee belangrijke vereisten.

Ten eerste moet de interoperationaliteit van onze strijdkrachten gevrijwaard blijven.

Ten tweede, gelet op het gebrek aan consensus over de effecten van verarmd uranium mag de positie van België op het internationaal toneel niet door een overhaaste beslissing verzwakt worden.

Daarom hebben we twee specifieke amendementen mee ondertekend die de vermelde vereisten met onze bezorgdheid verzoenen.

Dit geamendeerde wetsvoorstel is een goede tekst die een edel doel nastreeft, zonder daarbij de praktische noden uit het oog te verliezen. Ik vraag u dan ook met aandrang om het voorstel goed te keuren.

01.05 Stef Goris (VLD): Ik dank de heer Van der Maelen voor zijn doorzettingsvermogen. Na het verbod op de antipersoonsmijnen – waarin België als pionier nu wereldwijd wordt gevolgd – en het verbod op submunitie, komt er nu een verbod op wapens met verarmd uranium.

Tijdens de hoorzittingen bleek dat de wetenschap verdeeld is over de gevolgen van verarmd uranium voor mens en milieu. Volgens sommige wetenschappers is verarmd uranium zeer gevaarlijk, volgens andere een beetje en volgens nog andere helemaal niet. VLD huldigt het voorzorgsprincipe en vindt dat we maar beter kunnen opletten met dit soort munitie. Wij hebben de ontwikkeling van dit wetsvoorstel dan ook gesteund.

In overleg zijn er wel enkele amendement tot stand gekomen die vooral belangrijke specificaties bevatten. Zo werd gespecificeerd dat het over inerte munitie en bepantsering gaat. We wilden immers niet dat naar aanleiding van deze wet het debat over de mogelijke aanwezigheid van kernwapens in ons land wordt geopend. Dat is een debat dat zeker moet worden gevoerd, maar niet in deze context.

Daardoor is er ook geen enkele tegenstrijdigheid met onze bestaande militaire engagementen binnen de NAVO en de EU. De deelname van onze troepen aan militaire acties en oefeningen waarbij onze partners dergelijke munitie willen gebruiken, blijft gegarandeerd.

Deze wet treedt pas twee jaar na de publicatie ervan in werking. We mogen immers niet naïef zijn. België is momenteel lid van de Veiligheidsraad van de VN en heeft in die hoedanigheid een grote diplomatieke verantwoordelijkheid. We moeten geen extra last op de schouders van onze diplomaten laden. Wij zijn ook nog steeds erg actief bezig om andere landen aan te zetten ons te volgen in ons verbod op cluster munitie en antipersoonsmijnen.

We kunnen bovendien een evaluatie maken bij het einde van de periode van twee jaar, zodat we kunnen nagaan in welke mate dit signaal werd overgenomen door andere landen.

Omdat België dergelijke wapens niet bezit of produceert, is dit natuurlijk vooral een belangrijk internationaal signaal. Wij hopen dat we hiermee het debat kunnen openen, zodat we uiteindelijk ook op internationaal niveau een volledig verbod zouden kunnen bekomen. De VLD zal met veel overtuiging voor stemmen.
(Applaus)

01.06 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): België zal straks zijn voortrekkersrol in de strijd tegen inhumane wapens bevestigen. Inhumane wapens zijn wapens die meer burgerslachtoffers maken dan militaire.

Einde jaren '80 werd het verbod op antipersoonsmijnen goedgekeurd. Het duurde nog tot het begin van de jaren '90 vooraleer er ook een verbod op het stockeren van die wapens kwam. Pas in 1997 kwam er met het Verdrag van Ottawa een internationaal verbod. Het duurde dus acht jaar om de Belgische wet om te zetten in een internationaal verbod.

Vorig jaar keurden we dan het verbod op clusterbommen goed. Amper een paar maanden later kwam er een

brede internationale beweging op gang die ijvert voor een internationaal verbod.

Omdat wij geen wapens met verarmd uranium bezitten, kunnen we alleen een voortrekkersrol spelen. Deze wapens hebben zeer schadelijke effecten, waardoor ik ervan overtuigd ben dat wij op korte termijn medestanders zullen vinden. Wij hebben ook al aan de minister van Buitenlandse Zaken gevraagd of hij hierin een rol wil spelen.

Ik ben er persoonlijk van overtuigd dat we binnen de twee jaar een internationaal verbod op clusterbommen zullen hebben en ik hoop dat we dan kunnen streven naar een verdrag van Brussel waarin een verbod op wapens met verarmd uranium tot stand wordt gebracht.

Ik wil iedereen danken voor de medewerking aan dit voorstel, zowel de leden van de commissie als wie van buiten het Parlement informatie heeft aangebracht. (*Applaus*)

De voorzitter: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2199/5)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot aanvulling van de wapenwet, wat het verbod op wapensystemen met verarmd uranium betreft".

Het wetsvoorstel telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

02 Wetsontwerp houdende de tweede aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2006 – Sectie 16 "Landsverdediging" (2918/1-2)

Overeenkomstig artikel 116 van het Reglement wordt een beperkte algemene bespreking gehouden.

Algemene bespreking beperkte

De **voorzitter**: De beperkte algemene bespreking is geopend.

02.01 Ingrid Meeus, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De beperkte algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2918/1)

Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6, met de tabel in bijlage, worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

03 Wetsontwerp betreffende de burgerrechtelijke aspecten van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten (2943/1-3)
- Wetsontwerp betreffende de aspecten van gerechtelijk recht van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten (2944/1-3)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Guy Hove, rapporteur, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2943. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2943/3)

Het wetsontwerp telt 19 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 19 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2944. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2944/3)

Het wetsontwerp telt 34 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 34 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

04 Wetsvoorstel tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts (799/1-7)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Mevrouw Valérie De Bue, rapporteur, verwijst naar haar schriftelijk verslag.

04.01 Daniel Bacquelaïne (MR): Het aantal auto-experts wordt vandaag op ongeveer zeshonderd geschat. Het totale bedrag van de vergoedingen die worden uitgekeerd in het kader van de burgerrechtelijke aansprakelijkheidsverzekering, met inbegrip van de lichamelijke schade, beloopt 1,5 miljard euro per jaar. Elk jaar moeten 600.000 consumenten een expertisearchief laten uitvoeren. De auto-experts spelen dus een niet onbelangrijke rol.

We hebben twee hinderpalen uit de weg willen ruimen. Enerzijds was er de verplichting over een vergunning als privédetective te beschikken. Dankzij deze tekst vervalt die verplichting. Anderzijds moest de onafhankelijkheid van de auto-expert absoluut worden gewaarborgd, om tot een goed evenwicht te komen tussen de verzekeraars en de gebruikers.

In een aantal naburige Europese landen is het beroep van expert al gereguleerd. Er moest dus een oplossing worden gezocht voor het risico op concurrentievervalsing, aangezien experts die in andere landen zijn erkend, zich in ons land kunnen vestigen, terwijl de Belgische experts nog niet over zo'n erkenning beschikken.

De goedkeuring van het ontwerp van kaderwet betreffende het voeren van de beroepstitel van een dienstverlenend intellectueel beroep heeft het probleem niet geregeld, aangezien dat ontwerp niet de mogelijkheid bood een Instituut van de auto-experts op te richten. Dat instituut is nu precies een van de grote verzuchtingen van de sector. Het zal zeer uiteenlopende taken hebben en zal fundamentele opdrachten vervullen die voor de gebruiker een waarborg voor integriteit moeten vormen.

In de commissie maakten een aantal mensen zich zorgen over de financiering van het instituut. Hun vrees is ongegrond, want het bedrag van de bijdrage voor het instituut zal lager liggen dan de bijdrage aan de beroepsvereniging en de prijs van de vergunning als privédetective samen.

Anderzijds kan de toekenning van een volwaardig statuut personen die bang zijn om als zelfstandige in dit beroep te stappen, over de streep halen.

Dankzij dit voorstel kan het aantal zelfstandigen in de sector worden verhoogd, wat gunstig is voor de economie.

De MR heeft zich voor de totstandkoming van dit voorstel ingezet teneinde dit beroep een eigen statuut te verschaffen en er de onafhankelijkheid van te waarborgen, en opdat de consument baat zou hebben bij de oprichting van dit instituut van auto-experts en de erkenning van dit beroep.

04.02 Annick Saudoyer (PS): Ons land telt slechts 600 auto-experts, maar elk jaar worden zo'n 600.000 personen met een expertise geconfronteerd. Voor mijn fractie moet de consument een beroep kunnen doen op een voldoende opgeleid en integer auto-expert die zich aan de deontologische regels houdt. Een regelgeving van het beroep was noodzakelijk om de zelfverklaarde experts uit de markt te weren.

Voorts zal het Instituut van de auto-experts de geschikte instantie zijn om haar leden ertoe aan te zetten hun technische kennis bij te werken. Dat voorstel zal eveneens garanties bieden inzake consumentenvoorlichting en het professionalisme van de expert voor de rechtzoekende.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (799/7)

Het wetsvoorstel telt 38 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 38 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

05 Wetsontwerp houdende instemming met de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Albanië, anderzijds, en met de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 12 juni 2006 (2979/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2979/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

06 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme, gedaan te Straatsburg op 15 mei 2003 (2980/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

06.01 **Zoé Genot** (ECOLO): In de noodzakelijke strijd tegen het terrorisme dreigt men bepaalde fundamentele rechten soms met voeten te treden. Met dit protocol wordt de oorspronkelijke tekst op een aantal punten verbeterd, maar het begrip terrorisme blijft, zoals ook blijkt uit het verslag van het Comité T, te ruim gedefinieerd.

Ik wil er nog aan toevoegen dat de recente poging om Bahar Kimyongür uit te leveren aan Turkije, een land dat niet terugdeinst voor martelpraktijken, duidelijk aantoonst dat wij die tekst momenteel niet naleven.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Neen*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2980/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

07 Wetsontwerp houdende instemming met volgende Internationale Akten : 1° Overeenkomst tot wijziging van de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de Groep van Afrika, het Caribisch

gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar Lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000, en met de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 25 juni 2005; 2° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, houdende wijziging van het Intern Akkoord van 18 september 2000 inzake maatregelen en procedures voor de uitvoering van de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst, gedaan te Luxemburg op 10 april 2006; 3° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering van de steun van de Gemeenschap binnen het meerjarig financieel kader voor 2008-2013 voor de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst en de toewijzing van financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van deel vier van het EG-Verdrag van toepassing zijn, gedaan te Brussel op 17 juli 2006 (2981/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2981/1)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

08 Wetsontwerp houdende instemming met de volgende Internationale Akten : 1° het Zevende Protocol ter aanvulling van de Stichtingsakte van de Wereldpostvereniging; 2° het Algemeen Reglement van de Wereldpostvereniging; 3° de Wereldpostconventie en het Slotprotocol, en 4° de Overeenkomst betreffende de uitbetalingsdiensten van de post, gedaan te Boekarest op 5 oktober 2004 (2982/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2982/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

09 Wetsontwerp houdende wijziging van de bepalingen inzake de investeringsaftrek (2936/1)

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2936/1)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

10 Urgentieverzoek van de regering

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp tot opheffing van artikel 8 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurse genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, en tot wijziging van artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (nr. 2964/1).

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

De urgentie wordt bij instemming aangenomen.

11 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van mevrouw Nathalie Muylle en de heren Luc Goutry en Mark Verhaegen houdende het vaststellen van erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en van de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren (nr. 3006/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing;
- het wetsvoorstel van de heren Koen T'Sijen, Daniel Bacquelaine, Stijn Bex, Philippe De Coene, Thierry Giet, Geert Lambert en Walter Muls, mevrouw Annemie Roppe en de heer Dirk Van der Maelen betreffende het

verbod op racistische, negationistische en neonazistische organisaties (nr. 3014/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Justitie.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Urgentieverzoek

11.01 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Ik vraag de urgentie voor wetsvoorstel nr. 3014/1, dat zopas in overweging werd genomen.

De **voorzitter**: Als er geen bezwaren zijn, beschouw ik de urgentie als toegekend. (*Instemming*)

11.02 François-Xavier de Donnea (MR): Ik vraag dat het wetsvoorstel nr. 2244 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde een specifieke fiscale regeling in te stellen voor de inkomsten van beroepssporters en beroepskunstenaars opnieuw naar de commissie wordt verzonden. De indieners hebben immers zopas twee amendementen ondertekend.

De **voorzitter**: We nemen daar akte van en verzenden het voorstel opnieuw naar de commissie voor de Financiën en de Begroting.

Naamstemmingen

12 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Koen Bultinck over "mogelijke experimenten met gratis heroïneverstrekking" (nr. 1026)

De **voorzitter**: Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing van 13 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1026/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Koen Bultinck;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Colette Burgeon en Hilde Dierickx.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

12.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang): De voorbije weken ondervroegen we de eerste minister en de ministers Demotte en Onkelinx over gratis heroïneverstrekking in Luik. Ik heb de indruk dat het Parlement daarbij niet correct werd geïnformeerd. Op 14 maart zei de eerste minister dat de *International Narcotics Control Board* toestemming moet geven voor het experiment in Luik. Een dag daarvoor had minister Demotte echter gezegd dat die toestemming niet nodig is. Ik vraag in het bijzonder de liberale Kamerleden, die toch kritische kanttekeningen hebben gemaakt bij de experimenten, zich vandaag zeer duidelijk uit te spreken.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	117	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

12.02 David Lavaux (cdH): Ik heb een stemafspraak met mevrouw Karine Lalieux.

12.03 Brigitte Wiaux (cdH): Ik heb een stemafspraak met mevrouw Camille Dieu.

12.04 Joseph Arens (cdH): Ik heb een stemafspraak met de heer Richard Fournaux.

12.05 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Ik heb een stemafspraak met mevrouw Hilde Vautmans.

12.06 **Pieter De Crem** (CD&V): Ik heb een stemafspraak met voorzitter Herman De Croo.

12.07 **Jacques Germeaux** (VLD): Toen ik minister Demotte ondervroeg na werkbezoeken in Genk, Luik en het Zwitserse Biel, gaf hij me een antwoord waar ik moeite mee heb. Omdat de doelstellingen van het project in Luik niet overeenstemmen met mijn overtuiging, heb ik me onthouden. (*Applaus bij de oppositie*)

13 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Luc Sevenhans over "het taalonevenwicht binnen het NIOOO" (nr. 1037)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Landsverdediging van 13 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1037/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Luc Sevenhans en Staf Neel;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Talbia Belhouari en Ingrid Meeus en de heren David Geerts, Jean-Pol Henry en Philippe Monfils.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 2)		
Ja	79	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

14 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Hendrik Bogaert over "de begrotingscontrole 2007" (nr. 1055)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 13 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1055/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Hendrik Bogaert;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Jacques Chabot, Luc Gustin en Dirk Van der Maelen.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 3)		
Ja	78	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	116	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

14.01 **De voorzitter**: Ik heb ja gestemd.

15 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Carl Devlies over "de regularisatie van vermogens uit belastingparadijzen" (nr. 1021)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 13 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1021/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Luc Gustin, Jacques Chabot en Bart Tommelein.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

De **voorzitter**: Ik heb ja gestemd.

(Stemming/vote 4)		
Ja	77	Oui
Nee	32	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	114	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

16 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van:

- de heer Hagen Goyvaerts over "het voornemen van de regering tot niet uitvoering van de verpakkingshoofschuld" (nr. 1030)
- de heer Carl Devlies over "de eventuele vervanging van de aangekondigde verpakkingshoofschuld door 'eco-btw'" (nr. 1031)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 13 maart 2007.

Drie moties werden ingediend (MOT nr. 1030/1) :

- een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Hagen Goyvaerts;
- een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Luc Gustin, Jacques Chabot en Bart Tommelein.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

16.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): De eerste minister zei in de beleidsklaring van oktober 2006 dat hij niet alleen maar wilde praten over het klimaatprobleem, maar dat hij er echt iets aan wilde doen. Sinds de mediagenieke ministerraad van vorig weekend weten we dat de CO₂-verpakkingstaks is afgevoerd. Die had 320 miljoen euro moeten opleveren, maar na het verhaal van de ecotaks wou men een nieuwe schorsing door het Arbitragehof vermijden. Ter vervanging wordt nu een taks ingevoerd op plastic zakken, vershoud- en aluminiumfolie en wegwerpbestek. Op die manier wil de regering de indruk wekken echt in te zitten met de opwarming van de aarde, terwijl het gewoon om een nieuwe belastingverhoging gaat. Het zal nog moeten blijken of deze picknicktaks echt tot minder CO₂-uitstoot zal leiden, maar de portemonnee van de kleine man wordt in elk geval andermaal aangetast. (*Applaus Vlaams Belang*)

(Stemming/vote 5)		
Ja	78	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	116	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervallen de moties van aanbeveling.

16.02 De voorzitter: Ik heb ja gestemd.

17 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Hagen Goyvaerts over "de verklaringen van de personeelsdirecteur Financiën over de modernisering van uw departement" (nr. 1045)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 13 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1045/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Hagen Goyvaerts;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Luc Gustin en Luk Van Biesen.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 6)		
Ja	79	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

18 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Trees Pieters over "de uitvoering van het horecaplan uit het regeerakkoord" (nr. 1056)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw van 13 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1056/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Trees Pieters;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Karine Lalieux en Anne-Marie Baeke en door de heren Guy Hove, Koen T'Sijen en Philippe Collard.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

18.01 Trees Pieters (CD&V): De beide regeringen-Verhofstadt beloofden een echt horecabeleid. Dit is immers een sector in moeilijkheden, maatregelen zijn dus nodig. Verhofstadt II sloot daarover zelfs een convenant af met de sector. Toen ik minister Verwilghen onlangs interpelleerde over wat gerealiseerd werd, was het antwoord bijzonder mager. Er zou binnenkort een samenwerkingsakkoord komen tussen de sector en de regering over het fiscale hoofdstuk. Komt er eigenlijk nog wel iets van vóór het einde van deze regeerperiode?

Ook wordt de sector voortdurend voorgehouden dat de aftrek van de restaurantkosten opnieuw zou opgetrokken worden tot 75 procent als de sector tot een overeenkomst kan komen. Die overeenkomst is er, maar hij blijft op de regeringsbanken liggen.

De getroffen maatregelen inzake de dimona-aangifte, de studentenarbeid, de loonkosten en de flexibiliteit zijn onvoldoende en een globaal sociaal akkoord is er nog lang niet, evenmin als een verhoging van de aftrekbaarheid van restaurantkosten. Er is geen totaalakkoord over het sociale hoofdstuk.

Men is er niet in geslaagd om het btw-tarief van 6 procent door te drukken op Europees niveau. De belofte die aan de sector hierover werden gedaan en waarvoor 495 miljoen euro werd uitgetrokken, werden niet nagekomen.

In mijn motie van aanbeveling vroeg ik de regering dan ook zich te bezinnen over het horecabeleid. Ik had

gehoopt dat men in Leuven tot enig resultaat zou komen. Er rest ons nog heel weinig tijd om iets substantieels te doen voor deze sector in moeilijkheden. (*Applaus bij de oppositie*)

18.02 David Geerts (sp.a-spirit): Indien mevrouw Pieters minder lang had gesproken, dan konden wij een pint gaan drinken om de horeca te steunen.

18.03 Trees Pieters (CD&V): Indien ik mij niet vergis, schaarde collega Geerts zich de voorbije vier jaar achter dezelfde eisen voor de horeca als ik.

(Stemming/vote 7)		
Ja	77	Oui
Nee	33	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	115	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

19 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Francis Van den Eynde over "de regeringspropaganda in deze pre-electorale periode" (nr. 1028)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1028/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Francis Van den Eynde en Koen Bultinck;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Jacqueline Galant en door de heren Éric Libert en Willy Cortois.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 8)		
Ja	78	Oui
Nee	34	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

20 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten over "de uitvoering van het regeerakkoord met betrekking tot "de verdere uitbouw van de federale staat" (nr. 1058)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1058/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Servais Verherstraeten;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Jacqueline Galant en door de heren Éric Libert, Willy Cortois, David Geerts en Jean-Claude Maene.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	34	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	117	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

21 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten over "de functionele tweetaligheid van de ambtenaren" (nr. 1032)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1032/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en door de heren Dirk Claes en Servais Verherstraeten;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Jean-Claude Maene.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Mag de uitslag van de vorige stemming (stemming nr. 9) ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 9)

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

22 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten over "de vernietiging van diverse topfuncties in het openbaar ambt" (nr. 1043)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1043/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heren Dirk Claes en Servais Verherstraeten;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Jean-Claude Maene.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Mag de uitslag van stemming nr. 9 ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

23 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van:

- de heer Filip De Man over "het verspreiden van valse criminaliteitsstatistieken" (nr. 1042)
- de heer Dirk Claes over "de criminaliteitsstatistieken" (nr. 1044)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Drie moties werden ingediend (MOT nr. 1042/1):

- een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heer Dirk Claes;
- een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Filip De Man;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Georges Lenssen en Jean-Claude Maene.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Mag de uitslag van stemming nr. 9 ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 9*)

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervallen de moties van aanbeveling.

24 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Katrien Schryvers over "de uitvoering van het regeerakkoord" (nr. 1057)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1057/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heer Dirk Claes;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Georges Lenssen en Jean-Claude Maene.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Mag de uitslag van stemming nr. 9 ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 9*)

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

25 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Jef Van den Bergh over "de verkeershandhaving op de autosnelwegen" (nr. 1059)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 14 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1059/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de dames Katrien Schryvers en Nahima Lanjri en de heren Jef Van den Bergh en Dirk Claes;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Georges Lenssen en Jean-Claude Maene.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Mag de uitslag van stemming nr. 9 ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 9*)

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

26 Motie ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Roel Deseyn over "de uitvoering van de "werf" "de informatiesnelweg: breedband voor iedereen" (nr. 1049)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven van 14 maart 2007.

Een motie van aanbeveling werd ingediend (MOT nr. 1049/1) door de heer Roel Deseyn.

26.01 Roel Deseyn (CD&V): België heeft op het gebied van pc-bezit, internetgebruik en breedbandinternet veel terrein verloren. Verscheidene partijen trachten daar iets aan te doen. Ik vraag in mijn motie alleen dat de ministers de maatregelen uitvoeren die ze in hun eigen nota's en beleidsplannen voorop hebben gezet. Het zou van schizofrenie getuigen mocht de meerderheid deze motie wegstemmen.

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	35	Oui
Nee	78	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	117	Total

Bijgevolg is de motie van aanbeveling verworpen.

27 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (2845/4)

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	82	Oui
Nee	17	Non
Onthoudingen	17	Abstentions
Totaal	116	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

28 Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 39/20, 39/79 en 39/81 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (2845/5)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 11)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

29 Voorstel van resolutie betreffende de noden van de Alzheimerpatiënten of van demente patiënten in het algemeen (1388/6)

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	117	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	117	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

30 Wetsvoorstel tot aanvulling van de wapenwet, wat het verbod op wapensystemen met verarmd uranium betreft (2199/5)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 12)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

31 Wetsontwerp houdende de tweede aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2006 - Sectie 16 "Landsverdediging" (2918/1)

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	8	Abstentions
Totaal	117	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

31.01 De voorzitter: Ik heb ja gestemd.

32 Wetsontwerp betreffende de burgerrechtelijke aspecten van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten (2943/3)

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	116	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	116	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

33 Wetsontwerp betreffende de aspecten van gerechtelijk recht van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten (2944/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 14)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

34 Wetsvoorstel tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts (799/7)

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	15	Abstentions
Totaal	116	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

35 Wetsontwerp houdende instemming met de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Albanië, anderzijds, en met de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 12 juni 2006 (2979/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	114	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	114	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

35.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik heb ja gestemd.

36 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme, gedaan te Straatsburg op 15 mei 2003 (2980/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 16*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

37 Wetsontwerp houdende instemming met volgende Internationale Akten: 1° Overeenkomst tot wijziging van de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de Groep van Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar Lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000, en met de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 25 juni 2005; 2° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, houdende wijziging van het Intern Akkoord van 18 september 2000 inzake maatregelen en procedures voor de uitvoering van de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst, gedaan te Luxemburg op 10 april 2006; 3° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering van de steun van de Gemeenschap binnen het meerjarig financieel kader voor 2008-2013 voor de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst en de toewijzing van financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van deel vier van het EG-Verdrag van toepassing zijn, gedaan te Brussel op 17 juli 2006 (2981/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 16*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

38 Wetsontwerp houdende instemming met de volgende Internationale Akten: 1° het Zevende Protocol ter aanvulling van de Stichtingsakte van de Wereldpostvereniging; 2° het Algemeen Reglement van de Wereldpostvereniging; 3° de Wereldpostconventie en het Slotprotocol, en 4° de Overeenkomst betreffende de uitbetalingsdiensten van de post, gedaan te Boekarest op 5 oktober 2004 (2982/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 16*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

38.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Wij wilden een andere stem uitbrengen over het wetsontwerp nr. 2980 houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme, gedaan te Straatsburg op 15 mei 2003.

De **voorzitter**: Wij zullen de stemming over dit wetsontwerp overdoen.

39 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme, gedaan te Straatsburg op 15 mei 2003 (2980/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 17)</i>			
Ja	109		Oui
Nee	3		Non
Onthoudingen	1	Abstentions	
Totaal	113	Total	

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

39.01 Daniel Bacquelaine (MR): Ik heb voor gestemd.

39.02 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik neem aan dat de voorzitter aardig wil zijn voor Ecolo, maar gestemd is gestemd. Ecolo ziet zijn vergissing wel erg laat in.

40 Wetsontwerp houdende wijziging van de bepalingen inzake de investeringsaftrek (2936/1)

<i>(Stemming/vote 18)</i>			
Ja	112		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	1	Abstentions	
Totaal	113	Total	

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

41 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? (*Nee*) Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 20.02 uur. Volgende vergadering donderdag 29 maart 2007 om 14.15 uur.